

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5266 - Mardi 5 janvier 2021 - Prix : 10 DA

Commerce

La grève suspendue sur décision de justice

Page 16

Impact de la crise sanitaire en 2020

Indicatifs économiques au rouge

Page 3

Derniers soubresauts d'une présidentielle américaine chaotique

Par Mohamed Habili

Demain se joue le dernier acte de la présidentielle la plus chaotique de l'histoire des Etats-Unis, celle dont jusqu'au bout l'issue aura été incertaine, alors même que du point de vue des résultats officiels la victoire de Joe Biden sur Donald Trump a été suffisamment confortable pour en principe faire tomber toute velléité de la remettre en cause. Ce n'est en effet que demain que les deux chambres réunies en congrès apporteront leur caution au vote des grands électeurs, intervenu dès le 14 décembre dernier, ce qui de premier abord semble aller de soi, à moins qu'elles prennent tout le monde à contrepied en dégageant une majorité s'inscrivant en faux contre cette victoire. Un scénario qui pour improbable qu'il soit n'en est pas moins dans tous les esprits aux Etats-Unis. Il faut dire que jusqu'à la dernière minute Donald Trump se sera employé en ce sens, refusant de reconnaître sa défaite, la mettant sur le compte d'une fraude électorale faite à ses dépens sans précédent dans l'histoire de ce pays, appelant l'opinion à se mobiliser pour le faire rentrer dans son droit spolié. Cette dernière minute qu'il lui reste à mettre à profit, c'est le vote de demain du Congrès, une séance de pur appareil qu'il compte transformer en une ultime bataille légale contre une fraude qui pour lui a été éhontée.

Suite en page 3

Le bilan annuel de différents secteurs évalué en Conseil des ministres

Les directives fermes de Tebboune

● Le Président de la République réunit le Haut Conseil de Sécurité



PH/D. R.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a donné des instructions et émis des critiques, avant-hier, lors de la réunion du Conseil des ministres consacrée à l'évaluation du bilan annuel 2020 de différents secteurs ministériels.

Page 2

Pillage d'un foncier touristique à Skikda

7 ans de prison ferme pour Ouyahia et 3 ans pour Zaalane et Ghoul

Page 16

Presse

Cherif Rezki, ancien directeur d'«El Khabar» n'est plus

Page 16

Le bilan annuel de différents secteurs évalué en Conseil des ministres

Les directives fermes de Tebboune

■ Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a donné des instructions et émis des critiques, avant-hier, lors de la réunion du Conseil des ministres consacrée à l'évaluation du bilan annuel 2020 de différents secteurs ministériels.

Par Aomar Fekrache

Pour le Président, le bilan des performances ministérielles de l'année écoulée était plutôt mitigé, avec du positif et du négatif. Il a ainsi «donné des instructions à l'effet de relancer les secteurs ayant un impact direct sur la vie quotidienne des citoyens, en passant à la vitesse supérieure à l'entame de l'année 2021», comme il s'est félicité «du progrès tangible dans les secteurs vitaux tels que l'industrie pharmaceutique, les start-up et le soutien à l'emploi de jeunes». Par secteur, le Président a exprimé son mécontentement de la gestion par certains walis des zones d'ombre, insistant sur l'impératif de faire la distinction entre les différents programmes de développement local, soulignant par là même certaines initiatives positives, telles que l'approvisionnement en eau et en gaz par voie de réservoirs dans certaines

régions frontalières. M. Tebboune a cependant «mis en garde contre la poursuite du phénomène d'approvisionnement en eau par les méthodes rudimentaires, une tragédie dont des enfants ont été victimes». Concernant le secteur des Finances, le président de la République a ouvertement critiqué le système bancaire, qu'il a qualifié de «point noir» qu'il conviendrait de revoir par un travail d'inspection au niveau de toutes les banques, notamment en ce qui concerne la transparence dans l'octroi de crédits. Il a aussi ordonné l'accélération de la numérisation du secteur des Douanes afin de lutter contre la surfacturation et d'absorber les fonds circulants dans le marché parallèle. Abordant l'Enseignement supérieur et la Recherche scientifique, M. Tebboune a mis l'accent sur l'impérative concrétisation de l'indépendance de chaque université et l'orientation vers un partenariat fructueux et un jumelage avec les universités étrangères. Il a également insisté sur l'adoption d'une approche permettant d'ériger l'Université en véritable locomotive pour l'économie nationale grâce à l'innovation et la recherche appliquée. Le secteur de la Culture n'était pas en reste et a capté tout l'intérêt du Président qui a relevé l'impératif de pallier les lacunes enregistrées dans le domaine de l'industrie cinématographique qui n'a toujours pas atteint le stade de ressource économique, capable de générer des milliers de postes d'emploi permettant de contribuer à la relance de l'économie nationale. Dans un autre volet, le Président Tebboune est revenu à la charge quant à l'accélération du processus de numérisation des différents secteurs sensibles, d'importance



PH/D. R.

économique, notamment les impôts, les douanes et les domaines, et ce, dans le souci de permettre aux autorités publiques de disposer d'outils nécessaires à la mise en place de ses politiques, à leur mise en œuvre et à leur évaluation. Pour le secteur de la Solidarité nationale, le Président a appelé le gouvernement à redoubler d'efforts pour le renforcement des différents mécanismes dédiés à la femme au foyer, à même de l'encourager à adhérer au processus de production nationale. L'autre secteur de grande importance est celui des Mines. Le président de la République a souligné la nécessité de poursuivre les efforts en vue de valoriser les ressources minières que recèle notre pays, mettant l'accent sur l'importance d'entamer, dans les plus brefs délais, l'exploitation effective de la mine de fer de Ghar-Djebilet et du gisement de zinc et de phosphate de Oued Amizour ainsi que la nécessité de parachever les procédures de lancement d'autres grands projets. Pour le secteur de la Pêche, il a donné instructions à l'effet d'accorder toutes

les facilitations nécessaires au lancement d'une industrie navale locale, permettant de développer la flotte nationale et rehausser les capacités de production pour l'approvisionnement du marché. Il a, à l'occasion, chargé le gouvernement d'examiner le lancement de projets de partenariat dans le domaine de la pêche avec les différents partenaires de pays frères et amis. Abdelmadjid Tebboune a, par ailleurs, ordonné l'ouverture d'une enquête sur l'affaire d'importation de blé avarié de Lituanie, et chargé le ministre des Finances de procéder à un audit au sein de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIIC). Concernant le secteur

de l'industrie pharmaceutique, le Président a souligné l'importance de la mise en œuvre des objectifs tracés dans ce secteur afin d'augmenter les capacités nationales de production de divers produits pharmaceutiques et réduire les importations à l'entame de l'année. Pour la Santé, M. Tebboune a souligné la nécessité de poursuivre les préparatifs nécessaires pour lancer, janvier courant, la campagne de vaccination contre le Covid-19, suivant une organisation sans faille. Il est à préciser que les bilans des autres secteurs seront présentés lors de la prochaine réunion du Conseil des ministres.

A. F.

Le Président de la République réunit le Haut Conseil de Sécurité

Le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, hier, une réunion du Haut Conseil de Sécurité consacrée à l'évaluation de la situation générale, notamment politique et économique, ainsi que des derniers développements dans l'environnement régional direct et international, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Après avoir donné la parole aux membres du Haut Conseil de Sécurité sur les points inscrits à l'ordre du jour, le Président de la République a instruit la prise de toutes les mesures nécessaires à l'effet du soutien d'une forte impulsion économique, notamment après la stagnation induite par la Covid-19 et la chute des prix du pétrole, et la mise en place d'un Plan d'encouragement et d'incitation en direction des producteurs en associant les secteurs, privé et public", précise la même source. A cette occasion, le Président Tebboune a salué les efforts déployés pour "la préservation de la stabilité générale dans un environnement régional tendu et très complexe".

En conclusion, le président de la République "a insisté sur le maintien de la vigilance à tous les niveaux afin de permettre à l'Algérie d'enclencher les étapes importantes à venir en adéquation avec les défis de l'année 2021, à la lumière des développements inédits survenus récemment dans la région, et particulièrement dans l'espace régional voisin", conclut le communiqué.

S. R.

Regards

Par Mourad Hadjersi

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'est réuni ce dimanche en Conseil des ministres avec le gouvernement afin d'établir le bilan d'une année de gouvernance, un Conseil qui ne s'est pas réuni, rappelons-le, depuis trois mois, pour cause de maladie du Président. Le communiqué officiel à l'issue de cette réunion évoque une certaine insatisfaction quant à la gestion des zones d'ombre dans certaines wilayas du pays et n'a pas été, disons-le, généreux en détails de toutes les imperfections que le premier magistrat du pays aurait relevées.

Toutefois, les directives données par le Président à un certain nombre de départements ministériels inscrits au programme de la réunion montrent que le bilan qui se dégage est loin d'être positif. Dans le même sillage, et comme pour teinter le malaise d'une équipe «en sursis», les services de la chefferie du gouvernement annoncent, de leur côté, que le ministre de la Prospective aurait exposé, lors de cette même réunion, un plan de relance de l'économie nationale pour une

Bilan et problématique

perspective qui s'étale sur quatre ans, soit jusqu'à 2024.

Si le vœu de l'équipe gouvernementale s'inscrit dans la durée, des paramètres rationnels disent tout à fait le contraire. De l'avis de l'opinion publique nationale, si certains ministres donnent satisfaction, pour d'autres, pour ne pas dire la grande majorité, leur performance comme «managers» de secteurs en mal de relance semble en deçà des attentes, d'où la multiplication des voix pour demander un changement de l'exécutif, une décision qui ne tarderait sans doute pas à être tranchée. Reste que les échéances politiques qui s'approchent, et plus précisément les élections législatives prévues d'ici la fin du premier semestre de l'année en cours, risqueraient de tempérer ces demandes et imposer une certaine sérénité dans la prise d'une telle décision. Doit-on changer un gouvernement à quelques mois des législatives qui seront appelées à aboutir à un nouveau exécutif composé des représentants du peuple juste pour calmer une grogne de conjoncture ? Les «calculs» judicieux dans les affaires politiques exigent une composition entre l'urgence et le bon sens. La perti-

nence dirait ainsi que l'on s'achemine plutôt vers un lifting de la composante gouvernementale que vers un changement de tout l'effectif. Des «têtes d'affiche» pourront tomber, d'autres promues, mais l'ossature générale, notamment pour les portefeuilles lourds, devrait garder sa structure actuelle. Le Président n'a ni le temps et encore moins une marge de manœuvre, en termes de calendrier, pour procéder à un chamboulement général. Cette logique s'applique de même sur le corps des walis qui en dépit des lacunes constatées ne devrait pas connaître une réelle table rase, mais plutôt des sanctions pour l'exemple en espérant que le reste apprenne la leçon.

En politique, il y a une bonne marge entre vouloir et pouvoir, et les changements que le simple citoyen exige ne peuvent être réalisés toujours à coup de décisions officielles, souvent c'est la résultante d'un long processus et surtout d'une réelle implication dans les différents processus politiques du pays. Les élections locales et législatives ne sont pas trop loin pour non pas espérer ces changements mais les imposer.

M. H.

Bilan des dernières 24 heures Virus : 5 décès et 237 nouveaux cas

L'ALGÉRIE a enregistré 5 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, deux cas de plus qu'hier (3), portant à 2 777 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le P Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a connu une nouvelle baisse, avec 237 cas, soit 12 cas de moins par rapport au bilan d'hier (249), pour atteindre, au total, 100 645 cas confirmés.

R. N.

Diminution de la facture d'importation

Huit milliards de dollars de gain grâce à la lutte contre la surfacturation

■ «Jusqu'au 31 décembre 2020, la facture d'importation a été contrôlée et réduite de 8 milliards de dollars», a indiqué le ministre des Finances, assurant que cette réduction «a un rapport direct avec le contrôle du gonflement des factures qui, durant les années précédentes, représentait entre 30 et 35 % de la valeur de la facture d'importation».

Par Thinhinene KHouchi

Invité, hier, au Forum de la Radio nationale, le ministre des finances, Aymen Benabderrahmane, est d'abord revenu sur la réduction de la facture d'importation cette année. Il a indiqué, à ce propos, que grâce à la lutte acharnée que mène le gouvernement contre la surfacturation qui représentait, durant les années précédentes, entre 30 et 35 % de la valeur de la facture d'importation, cette année «la facture d'importation a diminué de 8 milliards de dollars». Il a cité, à titre d'exemple, l'année 2014 où la valeur de cette facture s'est élevée à 64 milliards de dollars à cause des factures gonflées. Le ministre des Finances a ajouté que la facture d'importation, qui oscille actuellement entre 27 et 28 milliards de dollars, reflète les efforts consentis pour réduire le déficit budgétaire et représente la réalité des besoins du marché algérien, loin de tout déséquilibre dans l'approvisionnement du marché national. Sous les directives du président de la République, le ministre a indiqué que la tendance en 2021 se concentrera sur la valorisation du produit national et le remplacement du produit importé, passage au stade de forte production et entrée sur les marchés étrangers. Benabderrahmane a révélé, en outre, l'achèvement de l'année 2020 où la numérisation du secteur de la Douane dans les semaines à venir. Ce projet, précise le



ministre, «est un projet réalisé en partenariat avec l'État de Corée», expliquant que dans le cadre de la lutte contre la surfacturation, «des procédures automatiques numériques ont été incluses et un travail est coordonné entre tous les services concernés par le commerce extérieur pour échanger des informations simultanément». En ce qui concerne la numérisation de l'administration fiscale, le ministre a évoqué le programme de renaissance pour la réforme de la collecte et les mécanismes inclus dans la loi de finances 2021 qui dépendent de la transparence et de la justice fiscale. À cet égard, il a évoqué la numérisation de 24 centres fiscaux, 3 centres de proximité et directions des grandes institutions, sans parler de la récente mise à jour du port-

tail électronique du ministère pour faciliter la communication avec les concessionnaires économiques. Le ministre a évoqué le lancement du programme, qu'il a décrit comme une énorme réforme dans le secteur des Finances publiques, de la banque et des assurances. 11 textes ont été complétés, tandis qu'un texte sera adopté dans les prochains jours. Il a par ailleurs indiqué que son département ministériel a initié des mesures de contrôle sur plusieurs entreprises publiques pour examiner comment l'argent public est dépensé. Il a précisé qu'«il existe des mesures très incitatives pour attirer les jeunes qui souhaitent investir», soulignant que toutes les exonérations prévues par la loi de finances 2021 visent à promouvoir le produit national

et les exportations. Aymen Benabderrahmane a indiqué que le président de la République a chargé son département ministériel d'imposer un contrôle sur plusieurs entreprises qui ont connu des déséquilibres dans leur gestion. «Nous nous efforçons de contrôler la manière dont les fonds publics sont dépensés au niveau de toutes les entreprises étatiques», a indiqué le même responsable qui a révélé l'existence d'une équipe d'inspection au niveau de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAC). Selon lui, les équipes d'inspection réalisent un audit de la gestion matérielle et comptable de l'OAC ainsi que sur la signature de contrats effectuée par le même organisme.

T. K.

Impact de la crise sanitaire en 2020 Indicatifs économiques au rouge

À l'instar de toutes les économies du monde, l'économie algérienne est fortement impactée par les conséquences de la pandémie de coronavirus. Le premier rapport sur la relance économique (2020-2024), élaboré par le ministère délégué chargé de la Prospective, met en évidence de nombreux indicatifs économiques qui sont au rouge, notamment le taux d'inflation qui repart à la hausse ainsi que le recul accentué du PIB.

L'Algérie devrait connaître en 2020 une «forte récession» à la suite de la pandémie de Covid-19 et de ses conséquences économiques. Le recul du PIB «trouve ses origines dans les secteurs qui ont été fortement impactés par la crise», indique le rapport, précisant qu'au début de la pandémie, les grands pays importateurs de pétrole affectés par le Covid-19 ont pris des mesures de confinement total, ce qui a réduit sensiblement la demande et donc les prix du pétrole se sont effondrés à des niveaux très

bas. A cet effet, la croissance du secteur de l'Énergie devrait se contracter à 3,87 % en 2020, selon le Plan qui prévoit qu'avec un prix annuel moyen de 40 dollars le baril, les exportations algériennes d'hydrocarbures devraient atteindre les 21,8 mds de dollars pour la même année. Quant aux secteurs du bâtiment et Travaux publics et Habitat, des services marchands et des industries, ils devraient également se contracter dans les mêmes proportions.

Selon le rapport, le seul secteur enregistrant une croissance positive est celui de l'agriculture avec 1,5 % en 2020. Pour celui du BTPH, la baisse de l'activité observée au cours de l'année 2020 s'est chiffrée à 3,87 %.

Trois études prospectives pour mieux «anticiper l'avenir»

Il s'agit d'études sur la sécurité alimentaire du pays, la sécuri-

té énergétique et enfin sur le capital humain et la jeunesse, précise ce document qui retrace la feuille de route du plan de relance économique (2020-2024), initié par le président de la République pour sortir le pays de la dépendance économique aux hydrocarbures. Les rédacteurs du rapport démarrent du fait que cette sécurité ne résulte pas des seules performances du secteur agricole. Il s'agira d'évaluer la faiblesse de notre système productif malgré les efforts budgétaires consentis par l'État, mais aussi d'étudier comment améliorer les rendements sur les cultures stratégiques et augmenter ainsi l'offre nationale de produits alimentaires d'une part, et comment valoriser les productions agricoles par les transformations industrielles et par les circuits de stockage et de conservation, d'autre part. Il sera question également d'explorer les possibilités d'exportation des produits algériens.

Pour la sécurité énergétique,

elle consiste à agir sur le modèle énergétique. Le recours aux nouvelles énergies renouvelables devra, par ailleurs, s'accompagner du développement de filières industrielles compétitives au niveau international, ajoute la même source. L'Algérie ambitionne de renforcer également la contribution de ce capital dans le processus de création des richesses.

Recourir aux financements alternatifs

L'Algérie est appelée à mobiliser des ressources alternatives au budget de l'État et aux financements des banques publiques pour financer son plan de relance économique (2020-2024), en s'appuyant notamment sur le marché financier, le partenariat public-privé et les banques de développement, selon le même rapport. Ainsi, «le financement privé devrait prendre le relais grâce à une meilleure organisation des marchés financiers, tan-

LA QUESTION DU JOUR

Derniers soubresauts d'une présidentielle américaine chaotique

Suite de la page une

La veille, il avait appelé au téléphone un responsable républicain de Géorgie pour lui demander en désespoir de cause de lui trouver les milliers de voix dont il avait besoin pour faire annuler la victoire de Biden dans cet État de tradition républicaine. Une copie de cet entretien surréaliste est parvenue au «Washington Post», qui évidemment l'a rendue publique dans sa totalité. Il est déjà question de poursuites judiciaires à engager contre lui sur cette base. Il semble en effet dans cette conversation téléphonique faire pression sur son correspondant en vue de lui faire commettre quelque chose de parfaitement illégal. En fait, l'homme qui tient un tel langage est de bonne foi : il croit sincèrement avoir été victime d'un tort si immense que tout lui est bon pour le redresser, y compris la fraude, qui pour lui ne serait de toute façon jamais de la même ampleur que celle qui l'avait frustré d'une victoire manifeste. Lors du vote de demain, beaucoup de républicains seront du même avis que lui. Ils ne reconnaîtront pas la victoire de Biden. Ils seront d'autant plus nombreux que lui-même aura maintenu la pression sur les représentants et sénateurs de son camp. Le 14 décembre dernier, le jour du vote des grands électeurs, ses partisans avaient défilé en masse dans plusieurs grandes villes du pays. Il faut s'attendre à ce qu'ils soient demain nombreux à converger sur Washington, en réponse à son appel. Ils seront vraisemblablement d'autant plus que les deux sièges au Sénat en jeu aujourd'hui en Géorgie seront revenus à des républicains, qui ainsi conserveront le contrôle sur le Sénat. Dans le cas contraire, la partie sera peut-être définitivement perdue pour Trump. La victoire de Biden ne sera admise par la majorité des représentants républicains que si ce sont les démocrates qui disposent de la majorité dans les deux chambres. Un Sénat qui resterait sous le contrôle des républicains passerait deux années à contester sa légitimité. Il se trouverait alors au moins pendant les deux premières années de son mandat dans une situation comparable à celle qui fut faite par les démocrates à Trump au lendemain de sa victoire sur Hillary Clinton en novembre 2016.

M. H.

dis que l'option du partenariat public-privé devrait être une approche à privilégier dans le financement des infrastructures et services publics», est-il indiqué dans ce rapport.

Louisa Ait Ramdane

Intempéries

Les unités de l'ANP poursuivent leurs efforts pour désenclaver les régions éloignées

■ Les unités de l'Armée nationale populaire poursuivent leurs efforts pour désenclaver les régions éloignées après les chutes de neige qui ont affecté certaines wilayas de l'ouest, a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Par Hocine H.

« Suite aux récentes intempéries marquées par les chutes de neige ayant affecté certaines wilayas de l'ouest, les unités de la 2e Région militaire continuent de prêter

Alger Démantèlement de deux bandes spécialisées dans le vol de véhicules et le cambriolage

LES SERVICES de Sûreté de la wilaya d'Alger ont arrêté les membres de deux associations de malfaiteurs spécialisées dans le vol de véhicules et le cambriolage, indique un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale.

«Le démantèlement de cette bande spécialisée dans le vol de véhicules sur l'axe Alger-M'sila est intervenu suite à l'élimination par la Section de lutte contre le trafic de véhicules d'une affaire de vol d'une voiture appartenant à une commune dans la capitale. L'enquête a permis d'identifier l'un des auteurs, qui est chauffeur au niveau du parc de cette commune, et grâce à l'exploitation des informations les trois suspects ont été arrêtés», a précisé la même source.

Les mêmes services ont également élucidé «une affaire de constitution d'une association de malfaiteurs spécialisée dans le cambriolage à Bordj El Bahri, et ce, suite à une plainte déposée par un citoyen auprès des services de sûreté urbaine selon laquelle 20 millions de centimes et 500 euros ainsi que des bijoux et des cartes magnétiques et bancaires ont été volés de son domicile», a ajouté la même source.

L'enquête a permis d'arrêter un suspect au niveau d'un marché informel en possession de 30 comprimés psychotropes et 2 000 DA. Après confrontation, il a révélé l'identité de ses trois acolytes qui ont été arrêtés après une enquête approfondie. D'autre part, les mêmes services ont arrêté un repris de justice à l'intérieur d'une voiture qu'il utilisait pour trafic de psychotropes.

Après avoir fouillé la voiture, 727 comprimés psychotropes ont été saisis. Le domicile du suspect qui a tenté de fuir a été également perquisitionné.

Après finalisation des procédures légales en vigueur, les suspects ont été déférés devant la juridiction compétente, a conclu le communiqué

M. O.

main-forte aux habitants et aux familles sinistrées, en veillant à la réouverture des routes et voies coupées à la circulation par l'amoncellement de la neige, à travers la mobilisation des moyens matériels et humains», ajoute le communiqué.

«Plusieurs routes et voies ont été rouvertes dimanche 3 janvier 2021 dans les communes de Telagh, Tamalaka, Oued Sebaa et Ras el Ma, par des détachements relevant du secteur militaire de la wilaya de Sidi Bel-Abbès», ajoute le document.

L'initiative a trouvé «un écho très favorable chez les citoyens qui ont exprimé toute leur reconnaissance à l'ANP pour ses nobles efforts et son aide et soutien constants aux citoyens, notamment dans les régions éloignées», selon le ministère de la Défense nationale.

Gendarmerie nationale : appel au respect des règles du code de la route

Le Commandement de la Gendarmerie nationale a appelé, dimanche, l'ensemble des usagers de la route à la nécessité de respecter les règles de bonne conduite et du code de la route pour assurer leur sécurité et éviter tout risque, en raison des récentes intempéries marquées notamment par d'importantes chutes de neige enregistrées dans cinq wilayas du pays.

A cet égard, le Commandement de la Gendarmerie nationale a indiqué, dans un communiqué, que «ses unités ont enregistré plusieurs tronçons de route fermés à la circulation, en l'occurrence



PH/D. R.

cinq routes nationales et sept routes de wilaya», rappelant avoir «mobilisé, en coordination avec divers acteurs sur le terrain à l'instar des unités de l'Armée nationale populaire, tous les moyens matériels et humains pour désenclaver les zones touchées par les chutes de neige», sachant que les unités de la sécurité routière s'attellent à fluidifier le trafic routier sur le territoire de compétence de la Gendarmerie nationale.

Concernant les routes fermées en raison de l'amoncellement de neige, le communiqué a précisé qu'il s'agit de la wilaya de Bouira : la route nationale n° 33 au niveau de la région de

Tikjda (commune d'El Asnam), la route nationale n° 30 au niveau de Tizi N'kouilal (commune de Saharidj) et la route nationale n° 15 au niveau du village Aïn Zebda (commune d'Aghbalou), ainsi que de la wilaya de Tizi Ouzou : la route nationale n° 15 au niveau du Col de Tirourda (commune d'Iferhounène) et la route nationale n° 33 au niveau de la localité d'Assoul (commune d'Aït Boumahdi, daïra d'Ouacif), le chemin de wilaya n° 253 au niveau du Col de Chellata (commune d'Iferhounène), le chemin de wilaya n° 251 au niveau de la région de la Chréa (commune de Bouzeguene) et le chemin de

wilaya n° 09 reliant la commune d'Illoula Oumalou (wilaya de Tizi Ouzou) et la commune de Chellata (wilaya de Béjaïa).

Dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, la route nationale n° 13 reliant Oued Sebaa à Dhaya et la route nationale n° 95 reliant les communes d'El Hacaïba et Ras el Ma sont obstruées par l'amoncellement de neige.

Pour de plus amples informations sur l'état des routes, le commandement de la Gendarmerie nationale informe les citoyens de la possibilité de consulter le site internet «Tariki» et la page Facebook ou d'appeler le numéro vert «1055».

H. H.

Covid-19

Ouverture des écoles coraniques et des zaouias depuis hier

Près d'un million d'élèves ont rejoint les écoles coraniques et les zaouias depuis hier, dans le strict respect du protocole sanitaire élaboré par le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs pour endiguer la pandémie de nouveau coronavirus, a indiqué, dimanche, un responsable au ministère.

Contacté par l'APS, l'inspecteur général au ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, Bezzaz Lakhmissi, a souligné que «le retour des élèves aux écoles coraniques et aux zaouias se fera cette année de façon graduelle, en raison de la crise sanitaire ayant motivé l'organisation de vastes campagnes de désinfection et de nettoyage des classes, en sus des mesures prévues dans le cadre du protocole sanitaire».

Dans le cadre de l'application du protocole sanitaire, 50 % seulement des capacités des écoles coraniques et des zaouias seront exploitées, avec l'adoption du système à double vacation pour remplir le critère de dis-

tanciation physique, notamment pour quelque 21 000 enfants n'ayant pas encore atteint l'âge de la scolarité, répartis à travers 1980 écoles coraniques annexées aux mosquées et 507 autres autonomes, a précisé M. Lakhmissi également président de la commission de suivi de l'ouverture des mosquées.

Parmi les mesures préventives prises dans ce sens, la fermeture des bibliothèques des écoles coraniques et des zaouias, et de là chaque élève devra ramener son propre livre de Coran, le contrôle au thermomètre imposé à chaque entrée, en sus de la garantie des produits désinfectants, l'affichage des mesures barrières et l'équipement des classes dans le strict respect du principe de distanciation physique, le port obligatoire du masque de protection et le respect des mesures d'hygiène.

25 458 cadres, dont 14 541 cadres bénévoles, se chargeront de l'enseignement des élèves des écoles coraniques et des zaouias,

parmi lesquels les résidents des écoles coraniques (13 000 résidents dont 300 étudiants étrangers), les récitants du Saint Coran, les apprenants des classes d'alphabétisation et les élèves des trois cycles d'enseignement.

Le gouvernement avait décidé le week-end dernier l'ouverture des écoles coraniques dans le strict respect des mesures et protocoles sanitaires de prévention et de protection contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), adoptés pour les établissements scolaires, sous le contrôle et la supervision des directeurs de wilaya des affaires religieuses et des wakfs et ce, en étroite coordination avec les services de la Protection civile et des APC et le concours des comités de quartiers et du mouvement associatif local.

En cas de non-respect des mesures et protocoles sanitaires de prévention et de protection contre la propagation du nouveau coronavirus, il sera procédé à la fermeture immédiate de l'école en question. Anis F.

Pétrole

Le Brent remonte à plus de 52 dollars

■ Les prix du pétrole entamaient hier leur première séance de l'année en hausse, les deux cours de référence retrouvant même des plus hauts en dix mois, avant la décision très attendue par le marché de l'Opep+ sur le niveau de production de février.



Ph.D. R.

Par Salem K.

Les producteurs de l'Opep+ prêts à ajuster les niveaux de production

Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars gagnait 1,53 % à Londres, à 52,59 dollars, peu après avoir touché 53,33 dollars, un prix plus vu depuis le 3 mars 2020.

Le baril américain de WTI pour le mois de février grimpeait de son côté de 1,01 % à 49,01 dollars, après avoir grimpé à 49,83 dollars, flirtant avec la barre des 50 dollars qu'il n'a plus franchi depuis le 26 février dernier.

Le marché a les yeux braqués vers le sommet ministériel de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de leurs alliés via l'accord Opep+, qui se tiendra une fois de plus par visioconférence et dont l'heure de début a été avancée à 13h30 GMT (14h30 heure algérienne).

Les pays signataires de la Déclaration de coopération (Doc) sont prêts à ajuster les niveaux de production en fonction des conditions et développements du marché pétrolier international, a déclaré le Secrétaire général de l'Opep, Mohamed Barkindo. «Les résultats de la réunion ministérielle (Opep+) du 3 décembre ouvrent la voie à un retour progressif de 2 mb/j sur le marché au cours des prochains mois, tandis que les pays participants sont prêts à ajuster ces niveaux en fonction des conditions et développements du marché pétrolier international», a indiqué M. Barkindo lors de la 47^e réunion du Comité technique conjoint (JTC), tenue dimanche. Cette réunion a précédé la 25^e réunion du Comité

ministériel conjoint de suivi (JMMC) et la 13^e réunion ministérielle de l'Opep et non-Opep prévues pour hier, a précisé l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) dans un communiqué publié sur son site web. Le JTC est le groupe de réflexion technique du JMMC. Après avoir remercié les membres du Comité pour leurs efforts «inlassables au cours de l'une des périodes les plus instables de l'histoire de l'industrie pétrolière», le Sg de l'Opep est revenu sur les décisions «proactives et décisives» prises par les pays de la DoC en avril, juin, septembre et décembre 2020.

Il a, dans ce cadre, qualifié ces actions d'audacieuses et opportunes des pays participants à la DoC tout au long de la crise du Covid-19. «Collectivement, nous avons apporté une réponse sans précédent à un choc de marché sans

précédent et nous continuons à mener l'industrie sur la voie de la reprise», a déclaré Barkindo, cité dans le communiqué de l'Opep.

Selon le Sg de l'Opep, l'économie mondiale devrait croître de 4,4 % en 2021, notant que les récents développements du vaccin Covid-19 ont injecté de l'optimisme dans l'économie et le marché pétrolier. Concernant les développements du marché pétrolier, il a déclaré : «Nous prévoyons que la demande de pétrole brut passera de la marche arrière à la marche avant et augmentera à 95,9 mb/j cette année, un gain de 5,9 mb/j à partir de 2020. Les pays non membres de l'OCDE seront aux commandes avec une croissance d'environ 3,3 mb/j». Le Sg de l'Opep a conclu en soulignant la nécessité de continuer à travailler ensemble dans le cadre de «la DoC historique au profit des producteurs, des consommateurs et de l'économie mondiale en général». A noter que les deux Comités, à savoir le JTC et le JMMC, ont été créés sous l'égide de la DoC, qui a été signée lors de la première réunion ministérielle de l'Opep et non-Opep le 10 décembre 2016 à Vienne, en Autriche.

Les mandats du JMMC et du JTC incluent l'examen des conditions et de l'évolution du marché mondial du pétrole, ainsi que le suivi des niveaux de conformité aux ajustements de production volontaires adoptés par les 13 pays membres de l'Opep et les dix principaux pays producteurs de pétrole non membres de l'Opep. Les producteurs de l'Opep+, dont l'Algérie, ont tenu hier leur 13^e réunion ministérielle, afin d'examiner la situation du marché pétrolier international et les perspectives à court

terme. Pour enrayer la chute des prix de brut, causée notamment par la pandémie Covid-19, ces pays avaient conclu un accord qualifié d'historique en avril dernier, portant une baisse de production massive s'étalant sur deux ans. Et face à la seconde vague de Covid-19, ils ont décidé en décembre de reconsidérer l'augmentation prévue de 1,9 Mb/j et de la réduire de 500 000 b/j. Cette décision est entrée en vigueur ce début janvier, sachant que les engagements pris depuis avril par les pays de l'Opep+ ont permis de rétablir progressivement les prix qui ont dépassé 50 dollars le baril en début décembre. Les prix des 13 bruts du panier de l'Opep, dont le pétrole algérien, ont terminé le mois de décembre écoulé à 50,24 dollars.

S. K.

Face à la recrudescence de la pandémie La Bourse de Tokyo en baisse

LA BOURSE DE Tokyo débutait en baisse hier matin après le week-end prolongé du Nouvel An, alors que le Premier ministre nippon devait s'exprimer dans la matinée sur fond de recrudescence de l'épidémie dans le pays, plusieurs médias évoquant un possible état d'urgence. L'indice vedette Nikkei cédait 0,82 % à 27 218,10 points vers 01h45 GMT, tandis que l'indice élargi Topix reculait de 0,96 % à 1 787,30 points. «Le marché était dominé à l'ouverture par les ordres à l'achat, mais la tendance s'est rapidement inversée, alors que les investisseurs surveillent l'évolution de la pandémie en pleine recrudescence y compris au Japon», a commenté Okasan Online Securities dans une note. Plusieurs médias japonais ont rapporté hier matin que le Premier ministre, Yoshihide Suga, qui doit donner une conférence de presse en fin de matinée, envisagerait de déclarer un état d'urgence restreint à la capitale et aux départements environnants, une mesure réclamée par plusieurs gouvernements locaux. Le Japon, relativement épargné par la pandémie comparé à beaucoup d'autres pays avec quelque 240 000 infections et 3 500 morts, subit depuis novembre une forte hausse des contaminations, battant un nouveau record quotidien jeudi. Le marché attendait également des élections mardi (aujourd'hui) dans l'Etat américain de Géorgie qui doivent déterminer la majorité au Sénat des Etats-Unis.

R. E.

Industrie automobile

Les actionnaires de PSA valident la fusion avec Fiat Chrysler

Les actionnaires de Peugeot et Fiat ont validé hier l'union des deux groupes, un mariage franco-italo-américain conçu pour atteindre une taille critique sur un marché automobile en pleine révolution. L'union des groupes français PSA et italo-américain FCA doit donner naissance au quatrième groupe automobile mondial en termes de véhicules vendus, et au troisième en chiffre d'affaires derrière le japonais Toyota et l'allemand Volkswagen.

La nouvelle entité, baptisée Stellantis, comptera plus de 400 000 salariés et abritera dans le même garage 14 marques emblématiques comme Citroën et Maserati (déjà brièvement mariées il y a 50 ans), Fiat et Opel, Peugeot et Alfa Romeo, Chrysler, Dodge ou Jeep. «Cette fusion était une question de survie, et ça vaut pour Fiat comme pour PSA», selon Giuliano Noci, professeur de stratégie à l'école de commerce de Polytechnique à Milan. Les deux groupes

sont confrontés à d'énormes défis technologiques et stratégiques» (véhicules électriques). «Seuls les plus agiles, dans un esprit darwinien, survivront», avait lancé en novembre Carlos Tavares, président du directeur de PSA et futur directeur général de Stellantis. Les marques du groupe vont notamment réduire leurs coûts de développement et de construction, et compléter leur offre dans toutes les gammes. «Grâce à son union avec PSA, Fiat-Chrysler pourra renforcer sa présence en Europe», ajoute Giuseppe Berta, professeur à l'université Bocconi de Milan et spécialiste de Fiat. «A l'inverse, le groupe français pourra reprendre pied aux Etats-Unis grâce à son allié italo-américain». Pas de grand suspense en France hier : les actionnaires de PSA ont déjà voté en juin 2020 à plus de 99 % en faveur de quatre résolutions marquant leur soutien au mariage de la Fiat 500 et de la Peugeot 208. Mais leur vote scellera cette

union envisagée depuis 2018, annoncée fin 2019, et dont la préparation a été ralentie par la crise du coronavirus. Fin décembre, la Commission européenne a donné son feu vert à l'union, sous condition que les deux groupes respectent leurs engagements pris pour préserver la concurrence dans les petits utilitaires, où ils détiennent de larges parts de marché. Les constructeurs avaient auparavant amendé leur contrat pour que leur union reste un mariage entre égaux, alors que la pandémie a affecté leurs comptes respectifs. Dans les documents fournis aux autorités financières, PSA et Fiat estiment que leur rapprochement devrait coûter 4 milliards d'euros, et que les synergies permettront d'économiser à terme jusqu'à 5 milliards par an.

Carlos Tavares avait souligné, fin 2019, qu'aucune fermeture d'usine n'était prévue. Les syndicats se permettent d'en douter.

Sara B.

Khenchela

120 projets de développement lancés en 2020 dans les zones d'ombre

■ Au total, 120 projets de développement au profit des zones d'ombre de la wilaya de Khenchela ont été lancés en travaux en 2020, a-t-on appris du chef de l'exécutif local, Ali Bouzidi.

Par Hocine A.

Dans le cadre de l'exécution des décisions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'agissant de la prise en charge des préoccupations des habitants des zones d'ombre, il a été procédé, en 2020, au lancement de travaux de concrétisation de 120 projets de développement, a-t-il déclaré en marge du lancement de la caravane entrepreneuriale pour les zones d'ombre, affirmant que plus de 100 projets ont

été achevés en attendant la réception du reste des opérations «avant fin janvier 2021».

La wilaya de Khenchela a recensé, en mars 2020, un total de 324 zones d'ombre réparties à travers 20 communes, a indiqué M. Bouzidi, faisant état d'un programme de développement public pour la réalisation de 565 projets destinés au développement de ces régions et l'amélioration du cadre de vie de leurs habitants à court et à moyen terme.

Selon le même responsable, les enveloppes financières nécessaires pour le lancement, en 2021, des travaux de 158 projets de développement à travers diverses zones d'ombre ont été réservées récemment, alors que le lancement de 264 autres projets a été reporté à 2022 en raison de la conjoncture économique du pays.

La réalisation des 565 projets de développement prévus au profit des zones d'ombre de Khenchela nécessite un budget de 9,5 milliards de dinars, a fait savoir la même source, précisant qu'il a été décidé, de concert avec les directions de l'exécutif et les élus des différentes communes, de lancer les projets «selon les priorités»,



avec en tête de liste 120 opérations de développement déjà lancées en 2020 pour un investissement de 1,65 milliard DA. Les projets classés prioritaires dans le cadre du programme de wilaya relatif à la prise en charge

des zones d'ombre portent essentiellement sur l'ouverture des pistes, le désenclavement, l'alimentation en eau potable (AEP), le raccordement aux réseaux du gaz, de l'électricité et de l'assainissement, l'éclairage

public, l'extension des classes scolaires, le transport et les cantines scolaires, la réalisation de forage pour l'irrigation agricole et le renforcement de l'électricité rurale.

H. A.

Transport inter-wilayas à Tissemsilt
Plus de 350 transporteurs privés des voyageurs reprennent leur activité

PLUS DE 350 transporteurs privés de voyageurs assurant les lignes inter-wilayas ont repris dimanche à Tissemsilt leur activité après un arrêt de 10 mois dû aux mesures de prévention contre le Covid-19, a-t-on appris du directeur de wilaya des transports, Zinou Sedrati.

Cinquante-trois opérateurs exerçant dans le transport collectif et 300 chauffeurs de taxi inter-wilayas «ont repris l'activité aujourd'hui (dimanche) au lieu d'hier à cause des conditions météorologiques que connaît la wilaya depuis la fin de la semaine écoulée», a indiqué M. Sedrati. Les transporteurs privés sont obligés d'appliquer les mesures de protection contre le coronavirus comprenant la réduction des places à une moyenne de 50 %, notamment pour les autobus, à cinq personnes pour ce qui est des véhicules ayant une capacité de neuf places et à quatre pour les véhicules de sept sièges, a-t-il souligné.

Un protocole sanitaire préventif spécifique accompagnant la reprise du service a été mis en œuvre. Il fait obligation du port du masque à l'intérieur du moyen de transport, de même que la désinfection, la distanciation entre les passagers et le nettoyage des sièges et le lavage quotidien des véhicules. M. Sedrati a affirmé que les transporteurs ne respectant pas les mesures de prévention seront passibles de sanctions, dont le retrait immédiat du permis d'exploitation, en application stricte des textes de loi et procédures en vigueur. A. Y.

Constantine / Ville d'Ali-Mendjeli

Réception «avant juin» du projet d'aménagement extérieur de l'extension Ouest

Le projet d'aménagement extérieur de l'extension Ouest de la circonscription administrative d'Ali-Mendjeli (Constantine) sera réceptionné «avant le mois de juin prochain», a-t-on appris du directeur de l'entreprise de l'établissement de l'aménagement extérieur des villes d'Ain Nahas et d'Ali-Mendjeli (Eavanam).

Les chantiers de bitumage de routes sur une longueur de 7 km, l'entretien du réseau d'assainissement, la réalisation des avaloirs et l'éclairage public ont été lancés en décembre dernier, a indiqué Mohamed-Lamine Serdouk, ajoutant qu'un budget de l'ordre de 169 millions de dinars a été affecté pour la concrétisation de ce projet au titre de

l'exercice 2020.

Au titre de cette opération, 1 332 candélabres d'éclairage photovoltaïque seront installés à travers les sites d'habitat abritant 7 150 logements AADL, 4 000 et logements sociaux, 3 938 LPL, en sus de la réalisation des trottoirs, des voiries et réseaux divers (VRD) primaires et secondaires afin de «combler les lacunes enregistrées dans le domaine de l'aménagement urbain», a déclaré le même responsable.

L'extension Ouest sera «l'agglomération la plus peuplée de la circonscription administrative d'Ali-Mendjeli» avec un total de 22 770 logements, dont 18 804 «en cours de parachèvement», a précisé M. Serdouk.

Les autorités locales accordent un «intérêt particulier» à la situation des nouvelles cités, livrées dans l'urgence et dont les travaux d'aménagement extérieur n'ont pas été achevés, a fait savoir la même source, soulignant que cette opération permettra de fournir un cadre de vie meilleur. Le projet d'aménagement extérieur de cette extension Ouest relève d'un programme conséquent de réhabilitation des unités de voisinage (UV) de la ville d'Ali-Mendjeli, selon le directeur de l'Eavanam. L'extension Ouest de la ville d'Ali-Mendjeli s'étend sur une superficie de 384 hectares et regroupe trois plans d'occupation du sol (POS), a-t-on signalé.

Lyes B.

Bouira

Distribution de plus de 3 700 cartables aux élèves

Plus de 3 700 cartables ont été distribués au profit d'élèves des zones d'ombre à Bouira, dans le cadre d'une vaste opération de solidarité initiée par les services de la wilaya, a-t-on appris de la cellule de communication de cette collectivité. «La wilaya de Bouira a bénéficié de 3 728 cartables dans le cadre du fonds de la solidarité pour les distribuer aux élèves de l'enseignement moyen issus de familles démunies», a précisé la cellule de la communication, à la presse. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts de prise en charge des pré-

occupations des enfants scolarisés dans les 542 zones d'ombre recensées à travers le territoire de la wilaya. «Jusqu'à présent, les services de la wilaya ont acquis 5 500 cartables». Lors d'une de ses visites qui l'avait conduit dans des villages et localités enclavés de la wilaya, le wali, Lekhal Ayat, avait annoncé qu'une enveloppe financière de 2,15 milliards DA serait allouée pour la wilaya de Bouira dans le cadre du programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour promouvoir les conditions de vie des citoyens habitant dans les zones

d'ombre. «Cette importante enveloppe financera 814 opérations réparties sur les 542 zones d'ombre recensées sur le territoire de la wilaya et destinées à améliorer le cadre de vie des habitants», avait-t-il expliqué à la presse. Selon un récent communiqué transmis par la cellule de communication de la wilaya, 72 opérations ont déjà été réalisées pour un montant de 80 millions de DA, tandis que le reste des opérations est engagé et la livraison des projets est prévue pour le troisième semestre de l'année 2021.

S. A.

Festival du court-métrage d'Annaba

Le film brésilien «Castigo» obtient l'or

■ Le Festival du court-métrage d'Annaba, en sa version virtuelle, est devenu un évènement incontournable auquel des scénaristes des quatre coins du monde prennent part. Pour la session du mois de décembre dernier, c'est le film «Castigo» (punition) du réalisateur brésilien Lago Kieling qui a décroché le premier prix «Portail d'or», annoncent les organisateurs sur la plateforme numérique de l'évènement, comme le confirme le chargé de communication du festival, Slimane Farès.

Le lauréat de cette édition a été choisi parmi les 56 courts-métrages représentant 17 pays du monde.

Par Abla Selles

Au fil du temps, le Festival du court-métrage d'Annaba enregistre une forte participation algérienne et étrangère. Cet évènement, qui s'organise en version virtuelle depuis le début de la pandémie de Covid-19 et le confinement imposé comme mesure de prévention, est marqué par des participations de haut niveau, affirment les organisateurs. En effet, les

Décès

Gerry Marsden, chanteur de «You'll Never Walk Alone», n'est plus

GERRY MARSDEN, le chanteur qui avait popularisé «You'll Never Walk Alone», devenu l'hymne du club de Liverpool, est décédé ce dimanche à l'âge de 78 ans, ont annoncé les médias anglais.

«C'est avec une grande tristesse que nous apprenons le décès de Gerry Marsden», ont réagi les Reds sur leur compte Twitter. «Les mots de Gerry resteront à jamais gravés dans notre mémoire. Vous ne marcherez jamais seul».

Né à Liverpool, Marsden était le leader du groupe Gerry And The Pacemakers dans les années 60 et avait repris «You'll Never Walk Alone», écrit à l'origine par les compositeurs américains Rogers et Hammerstein pour la comédie musicale Caroussel en 1945.

La version de Gerry And The Pacemakers avait été adoptée par les fans de Liverpool à partir de 1963 et était devenue l'un des hymnes les plus célèbres du football. D'autres clubs comme le Celtic, Feyenoord ou Dortmund l'ont également choisis.

L'ex-Beatles Paul McCartney, qui a côtoyé Marsden et son groupe dans les années 60 à Liverpool, a rendu hommage au chanteur sur son compte Twitter. «Gerry était un pote de nos débuts à Liverpool. Lui et son groupe étaient nos plus grands rivaux sur la scène locale».

«Ses interprétations inoubliables de "You'll Never Walk Alone" et "Ferry Cross the Mersey" (un autre tube de Marsden, NDLR) restent dans le cœur de beaucoup de gens comme les souvenirs d'une époque joyeuse de la musique britannique», a-t-il ajouté.

Gerry Marsden avait réenregistré le morceau devenu hymne des Reds en avril 2020 en hommage au Service national de santé britannique pendant la pandémie de coronavirus.

L. B.

résultat de la session du mois de décembre viennent d'être annoncés sur la plateforme numérique du festival. «Le lauréat de la session du mois de décembre est le réalisateur brésilien Lago Kieling pour son film «Castigo» (punition)», déclare le chargé de communication de l'évènement, Slimane Farès. Ce film a décroché le premier prix «Portail d'or» de la session de décembre 2020 qui a connu une rude concurrence entre des participants des quatre coins de la planète.

Le prix du Portail d'argent est revenu au court-métrage algérien «Sotra» d'Abdallah Aggoune, tandis que celui du Portail de bronze a été partagé par trois courts-métrages, «Luis Humberto» des deux Brésiliens Mariana Costa et Rafael Lobo, «Unaware» du Brésilien Tarcisio Coelho Borges et «Kayla» du Britannique John Dower.

Le prix du mérite du jury a été attribué aux deux courts-métrages «The Sin» de la Jordanienne Lama Al-Zghoul et «Cinema Azadi» de l'Iranien Mehdi Tarfi, selon la même source qui a indiqué que le prix de la meilleure interprétation masculine a été décerné au film brésilien «Castigo» et celui de la meilleure interprétation féminine au film algérien «Sotra».



Le prix du public de cette édition est allé au film algérien «Vie dans une toile» du réalisateur Islam Menfouch, a encore

indiqué Slimane Farès qui a rappelé que 56 courts-métrages de 17 pays étaient en lice lors de l'édition de décembre 2020

du Festival international du portail numérique du court-métrage d'Annaba.

A. S.

Salon virtuel des arts islamiques à Tlemcen

Plus de vingt artistes prennent part à la 2^e édition

La deuxième édition du Salon national des arts islamiques sur la calligraphie arabe vient d'être lancée par le Centre des arts et des expositions (Carex) de Tlemcen sur sa plateforme virtuelle, a-t-on appris du directeur de cet établissement culturel, Amine Boudefla.

Cette édition, organisée en collaboration avec l'association «Errakim» de Médéa, regroupe 26 artistes représentant 14 wilayas du pays, a indiqué M. Boudefla qui a souligné, par ailleurs, que cette exposition est

le fruit de l'atelier de calligraphie encadré par Kara Bernou, un grand maître de la calligraphie.

Ce dernier a eu plusieurs distinctions internationales, a-t-on souligné au commissariat du salon qui est déployé sur le site web du Carex et les réseaux sociaux de l'association et du Carex (Facebook, Instagram).

Pour rappel, la première édition des arts islamiques, organisée en 2019 par le Centre des arts et des expositions de Tlemcen en collaboration avec le Musée national de la miniature,

calligraphie et enluminure d'Alger, a donné lieu à deux expositions, l'une au palais «Mustapha-Pacha» d'Alger et la deuxième à la maison de la culture «Abdelkader-Alloula» de Tlemcen. Concernant la troisième édition du salon, le Carex ambitionne, pour la nouvelle année, de l'organiser avec la thématique de l'enluminure, a précisé le même responsable, rappelant que le Carex de Tlemcen a organisé, en 2020, plusieurs expositions en virtuel pour combler le vide laissé par le manque d'activités culturelles à cause de

la pandémie de Covid-19.

Amine Boudefla a indiqué, dans ce sens, que des expositions d'arts plastiques de peintres algériens connus dont Hammi Bouheddaj et Ahmed Mebarki, seront organisées, en plus d'un salon de la photographie et d'autres activités culturelles tels que la «Caravane de la gaieté», afin de permettre au public de Tlemcen, habitué aux activités culturelles, de maintenir le contact avec l'art et la culture et d'oublier un peu la pression de la pandémie.

M. K.

Dans leur prochain album

Astérix et Obélix vers «une destination inédite»

Le 39^e album d'Astérix est attendu pour le 21 octobre prochain, a annoncé au «Journal du Dimanche» le scénariste Jean-Yves Ferri, devenu l'un des «pères» de l'irréductible Gaulois avec le dessinateur Didier Conrad. «Il s'agit d'un album voyage, puisque la dernière aventure se passait au village. Astérix et Obélix partiront pour une destination inédite (...) ce pays n'existe pas vraiment aujourd'hui en tant que tel», a indiqué le scénariste à l'hebdomadaire français.

«Chaque album est un petit pas pour amener un peu de neuf. Et Obélix continue sa lente évolution psychologique», a-t-il ajouté.

Interrogé s'il pouvait encore jouer sur les clichés du pays visité, comme avait l'habitude de le faire cette BD, Jean-Yves Ferri a admis que la tâche était devenue plus compliquée. «Dans les années 1960, Albert Uderzo et René Goscinny pouvaient rire des étrangers, caricaturer les Anglais avec leurs grandes dents, les Grecs avec leur profil grec. L'ambiance était bon enfant. Aujourd'hui, il faut presque un dictionnaire sur son bureau pour savoir sur quoi on a le droit de plaisanter ou non», a-t-il dit. «Jouer avec les clichés fait partie des codes d'Astérix. Mais ça ne me gêne pas de m'en éloigner un peu. J'ai la

chance que mon humour personnel ne me porte pas vers des caricatures trop frontales. Dans «La Fille de Vercingétorix», j'ai atténué la manière de faire parler les ados, par exemple», a poursuivi le scénariste.

Le 38^e album, «La fille de Vercingétorix», par Jean-Yves Ferri et Didier Conrad, a été le livre le plus vendu en 2019 en France, et de loin. Depuis 2013, les héros imaginés il y a soixante et un ans par René Goscinny et Albert Uderzo (décédés respectivement en novembre 1977 et en mars dernier) alternent entre une aventure au village et un voyage.

R. I.



Grande-Bretagne

La justice refuse l'extradition de Julian Assange vers les États-Unis

■ La justice britannique refuse l'extradition du fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, vers les États-Unis, qui veulent le juger pour espionnage après la publication de centaines de milliers de documents confidentiels.

Par Mourad M.

Devenu pour ses soutiens un symbole du combat pour la liberté d'informer, l'Australien de 49 ans doit être fixé sur la décision de la juge Vanessa Baraitser lors d'une audience à la cour de l'Old Bailey, à Londres.

Une dizaine de manifestants se sont rassemblés avant le début de l'audience devant le tribunal, avec des pancartes proclamant «N'extradez pas Assange, le journalisme n'est pas un crime» ou encore «Libérez la vérité, libérez Assange». Les forces de l'ordre leur ont demandé de quitter les lieux en raison des restrictions locales liées à l'épidémie de nouveau coronavirus.

«Je suis venue soutenir un homme qui à mon avis a été emprisonné de manière injustifiée», a affirmé à l'AFP Myra Sands, 78 ans. «Il n'a rien fait de

mal, mais la vengeance de Trump a de longues tentacules».

L'avocate Stella Moris, avec qui M. Assange a eu deux enfants pendant sa réclusion à l'ambassade d'Equateur à Londres, est arrivée sans un mot au tribunal.

Dans une interview publiée dimanche par le journal «Der Spiegel», elle a estimé que la situation dans la prison de haute sécurité de Belmarsh, où il est détenu, «n'est rien comparé aux conditions de détention auxquelles il serait soumis aux États-Unis s'il était extradé», estimant que Julian Assange serait alors «enterré vivant».

Quelle que soit la décision rendue, elle est susceptible de recours, si bien que la bataille judiciaire ne s'arrêtera sans doute pas là au Royaume-Uni.

Reste également à savoir quelle sera l'attitude de l'administration du futur président américain Joe Biden à l'égard du



PH. > D. R.

fondateur de WikiLeaks. Julian Assange se trouve sous le coup de poursuites lancées sous la présidence de Donald Trump. Sous son prédécesseur Barack Obama, qui avait Joe Biden pour vice-président, la justice américaine avait renoncé à poursuivre le fondateur de WikiLeaks.

Mais il y a tout juste dix ans, celui qui accèdera dans moins d'un mois à la Maison-Blanche avait comparé Julian Assange à un «terroriste high-tech».

L'Australien risque aux États-Unis 175 ans de prison pour avoir diffusé, à partir de 2010, plus de 700 000 documents classifiés sur les activités militaires et diplomatiques américaines, notamment en Irak et en Afghanistan.

Les États-Unis reprochent au fondateur de WikiLeaks d'avoir mis en danger des sources des services américains, accusation qu'il conteste. Parmi les documents publiés figurait un vidéo

montrant des civils tués par les tirs d'un hélicoptère de combat américain en Irak en juillet 2007, dont deux journalistes de l'agence Reuters.

Il revient à la justice britannique de déterminer si la demande américaine d'extradition qui lui est soumise respecte un certain nombre de critères légaux, et notamment si elle n'est pas disproportionnée ou incompatible avec les droits humains.

Kristinn Hrafnsson, rédacteur en chef de WikiLeaks, a estimé que «le simple fait que cette affaire ait été portée devant les tribunaux, et qu'elle ait duré aussi longtemps, constitue une attaque historique à grande échelle contre la liberté d'expression».

Pendant les cinq semaines d'audience en février et en septembre, les avocats de Julian Assange ont dénoncé une procédure «politique» fondée sur

des «mensonges». Or, soulignent-ils, l'accord américano-britannique interdit «expressément» les extraditions pour les «infractions politiques».

Julian Assange a été arrêté en avril 2019 après sept ans derrière les murs de l'ambassade d'Equateur à Londres, où il s'était réfugié après avoir enfreint les conditions de sa liberté sous caution, craignant une extradition vers les États-Unis ou la Suède, où il a fait l'objet de poursuites pour viol qu'il conteste et qui ont depuis été abandonnées. Les conditions de détention du fondateur de WikiLeaks ont été dénoncées par le rapporteur de l'ONU sur la torture, Niels Melzer. Dans une lettre ouverte à Donald Trump le 22 décembre, il avait demandé au président américain sortant de gracier le fondateur de WikiLeaks, qui n'est selon lui «pas un ennemi du peuple américain».

M. M.



Commentaire

Effort

Par Fouzia Mahmoudi

Lors des premières semaines et des premiers mois de la propagation du Covid-19 en Europe, qui a causé une crise sanitaire sans précédent dans de nombreux pays, le manque d'action et d'aide de l'UE envers les nations les plus touchées par le coronavirus avait été beaucoup critiqué. D'aucun notant que lorsque l'assistance des instances européennes avait été la plus nécessaire, elles avaient failli à leur devoir de solidarité. Mais le secteur de la Santé n'est pas le seul dans lequel l'UE a du mal à montrer de l'entraide, comme le note le Rassemblement National en France, qui critique le manque de solidarité de l'Europe dans l'effort de guerre français en Afrique. En effet, le RN, parti eurosceptique qui jusqu'à il y a peu militait pour une sortie de la France de l'UE, a réclamé cette semaine que l'Europe s'engage «sans ambiguïté ni réserve dans l'effort commun contre le djihadisme», après la mort de plusieurs soldats français au Mali. «L'Union européenne, qui a su trouver les fonds pour tripler le budget Asile, migration et intégration pour la période 2021-2027 (...), doit s'engager maintenant sans ambiguïté ni réserve dans cet effort commun, prioritaire et indispensable de la lutte contre le djihadisme», écrit le parti de Marine Le Pen dans un communiqué. «Dans cette guerre pour assurer la sécurité des pays de la région, de la France mais aussi des Européens, la charge ne peut reposer sur les seules épaules de la France pendant que l'Union européenne détourne le regard sur ce qui se joue au Sahel», estime la formation de droite radicale. «Au regard des enjeux et des menaces que pose le terrorisme islamiste pour la sécurité de l'Europe, l'internationalisation du dispositif militaire doit être désormais accélérée», soutient le RN, qui demande aussi un «engagement conséquent et durable dans la formation et l'équipement des armées locales». La France va «très probablement» réduire les effectifs de sa force anti-djihadiste Barkhane au Sahel après des «succès militaires importants» en 2020, affirme dans un entretien au «Parisien», publié hier, la ministre française des Armées, Florence Parly, tout en dénonçant les «méthodes pernicieuses» des djihadistes après la mort de cinq soldats français au Mali. Reste que le manque de support logistique ou financier finira tôt ou tard par pousser la France à stopper ses opérations au Mali, alors même que de moins en moins de Français supportent cette intervention de leurs soldats en Afrique. Les Français ne comprennent en effet pas pourquoi ils sont les seuls à faire les frais d'une guerre dont l'un des objectifs est de protéger l'Europe d'un vivier djihadiste présent dans le Sahel. Mais l'UE, qui détourne pudiquement le regard depuis plusieurs années sur cette opération militaire française, n'est pas prête, ou plutôt les pays qui la composent ne sont pas prêts à s'engager dans une guerre qui non seulement coûte une fortune mais surtout coûte des vies qu'ils ne sont pas prêts à sacrifier.

F. M.

États-Unis

Diffusion d'un enregistrement embarrassant pour Donald Trump

La diffusion, dimanche, d'un enregistrement de Donald Trump, qui demande à un responsable électoral de «trouver» des bulletins de vote pour la présidentielle à son nom, a suscité une onde de choc à Washington, donnant le ton d'une semaine qui s'annonce explosive.

En prélude, le 117^e Congrès a fait sa rentrée en grande pompe et les élus de la Chambre des représentants ont voté, d'une courte tête, pour reconduire la démocrate Nancy Pelosi, une habile stratège de 80 ans, au perchoir.

A deux jours d'une élection cruciale pour le contrôle du Sénat et à trois d'une session du Congrès destinée à graver dans le marbre la victoire de Joe Biden à la présidentielle, c'est

toutefois la révélation d'une conversation entre le président sortant et un responsable de Géorgie qui a monopolisé l'attention. Deux mois après le scrutin, Donald Trump refuse toujours de concéder sa défaite et, samedi, il a appelé Brad Raffensperger, le républicain en charge des élections dans cet Etat du Sud, pour tenter de le rallier à sa cause. «Il n'y a pas de mal à dire que vous avez recalculé», peut-on l'entendre dire sur un enregistrement de la discussion réalisé à son insu et rendu public par le «Washington Post», puis d'autres médias.

«Tout ce que je veux, c'est trouver 11 780 bulletins», ajoutait-il, soit à peu près l'avance dont dispose Joe Biden en Géorgie, confirmée par un recomptage et des audits.

Répétant des accusations de fraudes, dont il n'a jamais apporté la preuve et qui ont été balayées par les tribunaux, le milliardaire républicain justifie ses demandes par sa conviction que l'élection lui a été «volée».

«Vous savez ce qu'ils ont fait et vous n'en parlez pas : c'est un délit, c'est un gros risque pour vous», ajoute-t-il, menaçant.

En face, Brad Raffensperger ne cède pas. «Nous pensons que nos chiffres sont bons».

Le camp démocrate a immédiatement dénoncé des pressions «potentiellement répréhensibles». «Le mépris de Trump pour la démocratie est mis à nu», a ajouté l'élu de la Chambre, Adam Schiff. Sa consœur, Debbie Wasserman Schultz, a dénoncé l'acte d'un «président désespéré et corrompu».



Ne réussissant pas à récupérer leur dû de la CRL
Les entraîneurs demandent une solution à leur problème

LES ENTRAÎNEURS des équipes professionnelles des L1 et 2 souhaitent une solution à leur problème. En effet, ils ont des difficultés à récupérer leur argent des équipes professionnelles qui les emploient et qu'ils ne peuvent encaisser même s'ils ont eu gain de cause au niveau de la CRL.

Contrairement aux joueurs qui sont protégés par la LFP et la FAF, au point où ils peuvent bloquer le recrutement de n'importe quel club qui n'aurait pas honoré ses engagements envers s'importe quel joueur, les entraîneurs, eux, sont laissés pour compte et ne bénéficient pas des mêmes privilèges, alors qu'ils ont la même motion sur le document qui leur est délivré par la commission juridique de la CRL, à savoir qu'ils peuvent bloquer le recrutement de tout entraîneur s'ils ne reçoivent pas leur argent, mais qui malheu-

reusement pour eux n'est pas applicable sur le terrain. Un entraîneur, en l'occurrence l'ex-membre du staff technique de l'ASAM et du NAHD, Laïd Bensegghir, a avoué qu'il a reçu un avis favorable de la CRL pour recevoir son dû après avoir saisi cette instance pour réclamer l'encaissement de son argent, mais il n'y a pas eu de suite, étant donné que l'entraîneur algérien n'est pas protégé par la FAF. Il se demande pourquoi ce deux poids deux mesures, entre le joueur et le coach, alors qu'au bas du document de la CRL la mention est similaire, à savoir qu'ils peuvent pas des mêmes privilèges, alors qu'ils ont la même motion sur le document qui leur est délivré par la commission juridique de la CRL, à savoir qu'ils peuvent bloquer le recrutement de tout entraîneur s'ils ne reçoivent pas leur argent, mais qui malheu-

M. M.

CS Constantine

La démission de Medjoudj acceptée, la DTS renforcée

LE CONSEIL d'administration du CS Constantine, réuni dimanche, a accepté la démission du directeur sportif Nacereddine Medjoudj, tout en décidant de renforcer la direction technique de l'équipe, a indiqué le club pensionnaire de la Ligue 1 de football dans un communiqué. «Le Conseil d'administration de la SSPA a accepté la démission du directeur sportif Nacereddine Medjoudj. Le club le remercie pour les efforts fournis pendant l'accomplissement de sa mission. Il a été décidé également de renforcer la direction dirigeante et technique dans les prochains jours

par des figures sportives constantinoises connues dans le milieu footballistique», a indiqué le CSC sur Facebook. Ces décisions interviennent deux jours après la première défaite de la saison, concédée vendredi en déplacement face au MC Alger (1-0), en match comptant pour la mise à jour du calendrier de la Ligue 1. Dirigé sur le banc par le revenant Abdelkader Amrani, le CSC pointe à la 12^e place au classement avec 6 points et un match en moins, à disputer en déplacement face au CR Belouizdad, comptant pour la mise à jour de la 6^e journée de championnat.

WA Tiemcen

L'élection d'un nouveau CA de la SSPA à nouveau reportée

L'ASSEMBLÉE générale des actionnaires de la société sportive par actions (SSPA) du WA Tiemcen, qui devait avoir lieu samedi pour élire un nouveau conseil d'administration et son président, a été reportée pour la deuxième fois en raison de l'absence de la quasi-totalité de ses membres, a indiqué le président du club sportif amateur (CSA), actionnaire en majorité dans la société.

Nacereddine Souleyman a déclaré dimanche à l'APS que ce rendez-vous est vital pour l'avenir de la SSPA du club de Ligue 1 de football, «vu la situation délicate qu'il traverse sur tous les plans». «Nous visons la restructuration de la SSPA du club, à travers la désignation d'un nouveau conseil d'administration capable de faire face aux défis qui attendent le WAT après son retour parmi l'élite qu'il avait quittée il y a de cela sept années», a expliqué le même responsable qui a présidé la SSPA la saison passée. «Personnellement, j'ai tout préparé pour que notre club soit

sur de bons rails. La preuve, nous sommes parmi les rares formations à avoir réussi à se faire délivrer la licence professionnelle. Il appartient à présent aux actionnaires d'assumer leurs responsabilités», a-t-il ajouté. La SSPA du club de l'extrême ouest du pays est toujours sans président après la démission de Réda Abid, quelques jours après sa désignation au poste de patron du conseil d'administration en septembre dernier, rappelle-t-on. Par ailleurs, concernant l'avenir de l'entraîneur Aziz Abbas, très critiqué dans l'entourage du club depuis le début de saison à cause du mauvais départ de l'équipe en championnat, le boss du CSA/WAT a refusé de se prononcer, jetant la balle dans le camp du futur conseil d'administration pour «statuer sur le sort du coach». Après six journées de championnat, le WAT court toujours après sa première victoire. Les protégés d'Aziz Abbas ont récolté seulement quatre points sur 18 possibles, ne parvenant à inscrire qu'un seul but.

Ligue des champions/Les joueurs kenyans déclenchent une grève

Gor Mahia-CRB sera-t-il annulé ?

■ Tout porte à croire que le match qui doit opposer la formation kenyane Gor Mahia à notre représentant en Ligue des champions d'Afrique, le CR Belouizdad, ce mercredi à 13h, dans le cadre du 2^e tour préliminaire de la LDC sera annulé si la situation reste en l'état.



Les Belouizdadis attendent le sort de ce match

Par Mahfoud M.

En effet, des informations font état d'une grève qui a été déclenchée par les joueurs du Gor Mahia qui réclament leurs arriérés de salaires.

«Je doute que ces garçons puissent revenir sur le terrain pour une séance d'entraînement s'ils ne sont pas payés. Le problème est difficile car le club n'a pas d'argent. Même si nous jouons ce match, ce sera avec des joueurs disponibles qui ne sont même pas entraînés», a déclaré l'entraîneur-adjoint Sammy Omollo, cité par le site Nairobi News. Il faut savoir qu'à l'aller, le CRB a laminé Gor Mahia sur le score sans appel de 6 à 0,

assurant pratiquement sa qualification pour la phase de poules de l'épreuve, dont le tirage au sort aura lieu vendredi prochain au Caire.

Des joueurs de Gor Mahia ont déclaré à Nairobi News qu'ils n'assisteraient à aucune séance d'entraînement avant le match, tout en insistant à réclamer leurs salaires. Les joueurs de l'entraîneur K'ogalo Yachachawiza ne se sont pas entraînés depuis le match aller face au CR Belouizdad. «Je ne retournerai pas sur le terrain et n'honorerai aucun match si le club ne paie pas mon salaire. J'ai été vraiment ridiculisé par les membres de ma famille car, en dépit du fait de jouer pour un grand club, je ne pouvais pas faire de courses

pour eux pendant les vacances», a déclaré un joueur influent de l'équipe, préférant garder l'anonymat. Un autre joueur a indiqué qu'il n'avait aucune motivation pour s'entraîner et qu'il était plus inquiet par ses dettes. La situation a été aggravée par un conflit ouvert entre le président du club, Ambrose Rachier, et le secrétaire Stephen Ocholla, selon la même source. Le Chabab s'est envolé dimanche pour la capitale kenyane à bord d'un vol spécial, amoindri par l'absence de l'attaquant Mohamed Amine Souibaâh et du buteur-maison Hamza Belahouel, victimes d'une déchirure musculaire au niveau des adducteurs et indisponibles pour une durée de deux semaines.

M. M.

Ligue des champions (2^e tour préliminaire - retour)/ CSS - MCA

Rebiaï de retour, Djabou forfait

LE DÉFENSEUR du MC Alger, Miloud Rebiaï, remis d'une blessure au genou, a été convoqué pour le match en déplacement face aux Tunisiens du CS Sfax, mercredi au stade Tayeb-M'hiri (15h00), pour le compte du 2^e tour préliminaire (retour) de la Ligue des champions d'Afrique de football, a annoncé, dimanche, le club algérois sur sa page Facebook. Rebiaï, qui peut également évoluer en milieu de terrain, s'est blessé lors de la réception de l'Olympique Médéa (3-0) le 15 décembre dernier. En revanche, le MCA devra se passer des services du milieu offensif

Abdelmoumen Djabou (malade), du milieu défensif ivoirien Isla Diomande, retourné chez lui pour renouveler son permis de travail et du milieu offensif Mehdi Benalidja, écarté par le staff technique pour «choix tactique», précise la même source. La délégation du MCA s'est envolé dimanche après-midi pour Sfax à bord d'un vol spécial. L'entraîneur Nabil Neghiz a fait appel à 24 joueurs, dont trois gardiens de but. Lors de la première manche disputée lundi dernier au stade du 5-Juillet (Alger), le «Doyen» s'est imposé sur le score de 2 à 0, grâce à un doublé de Samy Frioui.

Coupe de la CAF/JSK-USGN (Niger) cet après-midi

Les Canaris pour la confirmation

LA JS KABYLIE sera au rendez-vous cet après-midi à partir de 15h avec le match retour comptant pour le deuxième tour préliminaire de la Coupe de la CAF qui l'opposera à la formation nigérienne de l'US Gendarmerie Nationale. Vainqueurs sur le score de 2 à 1 au match aller à Nouadhibou, les Canaris ont mis un pas au prochain tour et réussi le plus gros du travail. Mais ils devront quand même l'emporter pour confirmer que le succès de ce

match aller n'était pas le fruit du hasard. La JSK doit faire très attention, sachant que le club nigérien ne se déplacera pas en victime expiatoire et tentera de faire sensation.

Les coéquipiers de Tizi N'bouali doivent faire très attention et être concentrés sur leur sujet du début à la fin de la rencontre. Il faut savoir que ce match sera très particulier pour le coach Youcef Bouzidi, qui pourrait officier son dernier match avec les Vert et Jaune, vu

qu'il est en froid avec les dirigeants et le président, Chérif Mellal, qui compte engager un nouvel entraîneur et s'est entendu avec le Français Denis Lavagne. Les joueurs, eux, sont décidés à se donner à fond pour qualifier l'équipe à la phase des poules, surtout que cette compétition est très importante pour la formation kabyle, habituée à jouer les premiers rôles dans ce genre de tournoi.

M. M.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Pillage d'un foncier touristique à Skikda

7 ans de prison ferme pour Ouyahia et 3 ans pour Zaalane et Ghoul

LE TRIBUNAL de Sidi M'hamed (cour d'Alger) a prononcé des peines allant de trois à sept ans de prison ferme à l'encontre de l'ancien Premier ministre, Ahmed Ouyahia et des deux anciens ministres des Travaux publics, Amar Ghoul et Abdelghani Zaalane, poursuivis dans des affaires de corruption dans le secteur du Tourisme à Skikda. Le tribunal a condamné l'ancien Premier ministre, Ahmed Ouyahia, à une peine de 7 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un million de dinars dans le cadre de cette affaire, alors que les deux anciens ministres des Travaux publics, Amar Ghoul et Abdelghani Zaalane, ont écopé quant à eux d'une peine de 3 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un million de DA. L'investisseur

Benfassi Mohamed, qui est au cœur de cette affaire, a lui été condamné à 4 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un million de DA. La même juridiction a également prononcé une peine de 2 ans de prison ferme et une amende d'un million DA à l'encontre des ex-walis de Skikda Fawzi Ben Hocine et Derfouf Hadjri, tandis que l'ancien wali Mohamed Bouderbali a été condamné à 5 ans de prison ferme. Pour ce qui est des autres accusés, Kamel Aliouane a écopé de deux ans de prison ferme. L'ancien directeur des domaines, Rachid Amara, a écopé de deux ans de prison. Une peine de deux ans de prison ferme a été prononcée contre le fils de l'homme d'affaires Benfassi Mohamed.

O. N.

Tizi-Ouzou : reprise du transport par téléphérique

LE TRANSPORT urbain de voyageurs par télécabine a repris hier à Tizi-Ouzou, a-t-on constaté au niveau de la station de départ, sise au niveau de la gare multimodale de Bouhinoune. Une affluente timide de voyageurs a été enregistrée dans la matinée à la station de la télécabine, mais les employés s'attendent à la voir «augmenter au fil des heures», vu que ce moyen de transport est très prisé par les citoyens car leur évitant d'être pris dans les interminables embouteillages des rues Amyoud (nouvelle-ville) et Lamali-Ahmed (à hauteur du CHU). La direction locale des transports a souligné, dans un communiqué, que la reprise de l'exploitation de la télécabine de Tizi Ouzou est soumise au respect du protocole sanitaire défini dans le cadre de la lutte contre le Covid-19. Il s'agit notamment de l'utilisation de 50 % seulement de la capacité

des cabines, du port obligatoire d'un masque protecteur et du respect de la distanciation physique. La télécabine de Tizi-Ouzou, mise en service le 11 janvier 2020, assure la liaison entre la station de la gare multimodale de Bouhinoune, à la sortie sud-ouest de la ville et celle du CEM Babouche, à proximité du siège de la wilaya, en moins d'un quart d'heure et pour un coût de 30 DA le voyage. Il s'agit d'un premier tronçon d'un projet qui devait s'étendre jusqu'à Redjaouna, sur les hauteurs de la ville de Tizi-Ouzou, a rappelé la direction des transports. La deuxième partie du projet de transport par câble, devant relier le CEM Babouche au mausolée de Sidi Belloua (à Redjaouna), est prévue en téléphérique, mais sa réalisation est bloquée par d'inextricables problèmes d'oppositions pour l'implantation de certains pylônes, a-t-on encore rappelé.

M. O.

Presse

Cherif Rezki, ancien directeur d'«El Khabar» n'est plus

L'ANCIEN directeur du journal arabophone «El Khabar», Cherif Rezki, est décédé, dans la nuit de dimanche à lundi à Tizi-Ouzou, des suites d'un arrêt cardiaque à l'âge de 58 ans, a-t-on appris auprès de ses proches. Professionnel à la plume incisive, le défunt était journaliste sportif au quotidien «El Massa», avant de devenir membre fondateur du journal «El Khabar» et son directeur de rédaction. Il sera, par la suite, le directeur de publication d'«El Khabar

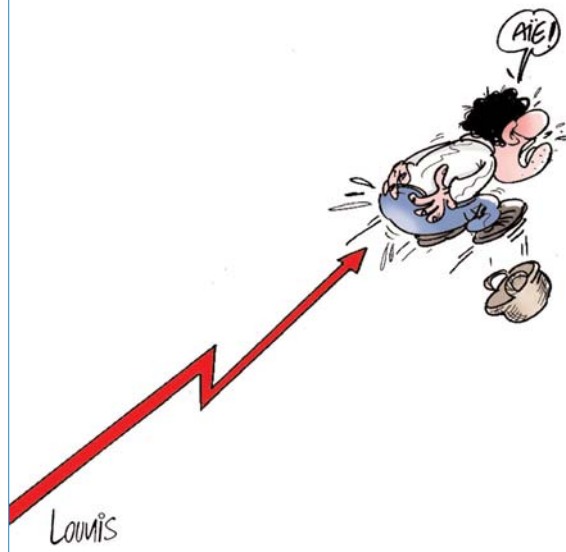
Hebdo». Le défunt a été également chargé de la communication à l'Assemblée populaire nationale, des années durant. Le défunt a été inhumé hier à Sidi Naamane, Tizi-Ouzou. En cette triste circonstance, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer, a adressé ses sincères condoléances à la famille du défunt, à ses collègues et à l'ensemble des personnels de la corporation journalistique.

L. M.

Condoléances

Profondément affecté par le décès subit de son ami Cherif Rezki, homme de presse aux nobles valeurs humaines et professionnelles, Nadjib Stambouli présente à sa famille et aux confrères d'«El Khabar» ses sincères condoléances.

Augmentation générale des prix : tout le monde se plaint



Djalou@hotmail.com

Commerce

La grève suspendue sur décision de justice

- Le ministère du Commerce a informé, dans un communiqué, les personnels du secteur affiliés à l'Ugta et au Snapap que la grève prévue du 10 au 13 janvier «est temporairement suspendue sur décision de justice», affirmant que «les portes du dialogue sont ouvertes à tous les partenaires sociaux».

Par Meriem Benchaouia

«Le ministère du Commerce informe tous les personnels du secteur affiliés à l'Ugta et au Snapap que suite aux appels de grève, deux décisions de justice ont été rendues sous le n° 20/807 et 20/806 du 31 décembre 2020 par le tribunal administratif de Bir Mourad Rais portant suspension temporaire de la grève qui avait été annoncée par les deux préavis de grève desdits syndicats du 10 au 13 janvier 2021», lit-on dans un communiqué publié sur la page Facebook du ministère. A cet égard, le ministère a assuré que la majorité des revendications étaient prises en charge à travers le dialogue avec tous les personnels, mais aussi par les directeurs de wilaya ayant organisé plusieurs réunions périodiques avec le personnel du secteur afin d'écouter et de prendre en charge leurs différentes préoccupations. Dans le même cadre, des réunions ont eu lieu avec des représentants des deux syndicats même après avoir annoncé le préavis de grève, a précisé la même

source, soulignant que «la porte du dialogue demeure ouverte». «Conscient de la nécessité d'éclairer l'opinion publique et de lever toute confusion ou désinformation, le ministère a veillé à ouvrir la porte du dialogue aux partenaires professionnels représentés tant par le Syndicat national du personnel du secteur du commerce que par la Fédération nationale du personnel du secteur du commerce. Ainsi, de grands progrès ont été réalisés dans la concrétisation de nombreuses revendications du personnel du secteur», a expliqué la même source. Le ministère a évoqué les différentes mesures prises ainsi que les efforts visant à développer le secteur en termes d'équipements techniques et administratifs et à améliorer les conditions socioprofessionnelles du personnel.

Les agents de contrôle disponibles pour un dialogue sérieux et transparent

De leur côté, les agents de contrôle commercial et de lutte

contre la fraude relevant du ministère du Commerce, entrés en grève dimanche, ont affiché leur disponibilité pour arrêter ce mouvement de contestation en cas de dialogue sérieux avec le ministère pour prendre en charge leurs préoccupations socio-professionnelles. Le SG du Syndicat national des travailleurs du secteur du commerce (Sntc), Ahmed Allali, a fait savoir que le taux de grève avait dépassé dimanche au niveau des directions de commerces répartis à travers le territoire national les 85%. Le représentant des agents de contrôle a souligné que ce mouvement de contestation était «légal», d'autant que le verdict prononcé par le tribunal administratif de Bir Mourad Rais pour la suspension provisoire de la grève était «un jugement de première instance et que le syndicat a procédé à un appel auprès du Conseil d'Etat en demandant l'abrogation de la mise en œuvre de ce verdict, c'est pourquoi il n'a aucun effet sur la décision de grève».

M. B.

Justice

L'accusé Saïd Bouteflika transféré à la prison d'El-Harrach

L'ACCUSÉ Saïd Bouteflika a été transféré, dimanche, de l'Etablissement militaire de prévention et de rééducation de Blida vers l'Etablissement pénitentiaire civil d'El-Harrach, informe, hier dans un communiqué, le ministère de la Défense nationale. «En application de la déci-

sion de la cour d'appel militaire de Blida, prononcée lors de l'audience tenue en date du 2 janvier 2021, nous informons l'opinion publique que l'accusé Saïd Bouteflika a été transféré hier soir, le 3 janvier 2020 de l'Etablissement militaire de prévention et de rééducation de

Blida vers l'Etablissement pénitentiaire d'El-Harrach et a été mis à la disposition du procureur de la République, près le pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed où il est poursuivi dans d'autres affaires», précise la même source.

O. N.